

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel Env3
4 avenue Didier Daurat – CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

Colomiers, le 28 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES DU SUD OUEST Martres

Lamourette et Loumagne
31220 MARTRES TOLOSANE

Références : 2022/315-316

Code AIOT : 0006809367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 22 novembre 2022 de la carrière de sables et de graviers exploitée par la société CARRIERES DU SUD OUEST Martres implantée lieux-dits Lamourette et Loumagne 31220 MARTRES TOLOSANE. La visite d'inspection a été annoncée le 9 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU SUD OUEST Martres
- Lamourette et Loumagne 31220 MARTRES TOLOSANE
- Code AIOT : 0006809367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société carrières du sud-ouest exploite une carrière de sables et de graviers aux lieux-dits Lamourette et Loumagne sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane. L'exploitation de cette carrière est encadrée par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la surveillance des rejets aqueux de l'établissement ;
- la traçabilité des déchets et terres excavées ;
- les modalités d'exploitation ;
- le bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Type de suites envisagé
8	Suivi des eaux souterraines	Article 9-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Epaisseur et cote minimale d'extraction	Article 15-1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
2	Méthode d'extraction	Article 15-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
3	Rejets aqueux	Article 15-3 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
4	Remise en état	Article 16-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
5	Interdiction d'accès	Article 17 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Registres et plans	Article 19 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
7	Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière	Article 20 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
9	Bruits	Article 26-1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune campagne d'extraction n'a été menée sur la carrière en 2022. Aucun apport extérieur de matériaux inertes n'y a été effectué. L'action nationale portant sur la traçabilité des déchets et terres excavées n'a ainsi pas pu être menée au cours de la visite d'inspection. La reprise de l'extraction étant toutefois prévue en 2023, l'exploitant veillera à disposer des registres des terres excavées et déchets inertes entrants et sortants, dont les contenus sont fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'exploitant veillera également à incorporer l'ensemble des paramètres d'analyses prescrits aux prochaines campagnes de suivi de la qualité des eaux souterraines, et devra commenter les éventuelles anomalies détectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Epaisseur et cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Article 15-1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur moyenne du tout venant est de 12 mètres environ. La cote minimale d'extraction est de 240 NGF
Constats : L'exploitant présente le plan topographique de la carrière, dans sa version du 15 décembre 2021. Il précise qu'aucune campagne d'extraction n'a eu lieu en 2022. La cote minimale d'extraction est bien respectée ; le fonds du plan d'eau étant à 242,78 NGF.
Type de suites proposées : sans suite

N° 2 : Méthode d'extraction

Référence réglementaire : Article 15-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'extraction
Prescription contrôlée : La terre végétale et les stériles de découverte sont décapés à la pelle hydraulique. Les matériaux de découverte seront soit stockés autour du site sous forme de merlons jusqu'au réaménagement final, soit utilisés directement dans le cadre du réaménagement coordonné de la carrière. La hauteur moyenne de terre de découverte sera d'environ 1,5 m. Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une dragline, sur une hauteur moyenne de 12 m. Les matériaux seront évacués vers l'installation de traitement de Muret. La remise en état se fera au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les matériaux de découverte sont entreposés sur site sous forme de merlons, dans l'attente de leur réutilisation dans le cadre du réaménagement du site
Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Article 15-3 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...]1 - Les eaux canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :- pH compris entre 5,5 et 8,5- Température inférieure à 30° c- Concentration en matières en suspension totales (MEST) inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872)- Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mgpl (norme NFT 90.101)- Concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90.114).2 - Les valeurs limites portées ci-dessus, doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.[...]
Constats : L'exploitant indique que les eaux pluviales, du fait de la topographie du site, se dirigent, par écoulement, vers le plan d'eau, au sein duquel il réalise un prélèvement à fréquence annuelle. Ce prélèvement fait ensuite l'objet d'une analyse portant sur l'ensemble des paramètres prescrits. Les résultats des analyses menées en 2021 et 2022 ne font pas état de dépassements des valeurs limites d'émission prescrites.
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Article 16-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état sera coordonnée à l'extraction en ce qui concerne le façonnage des berges, le remblaiement de certaines zones. Une plantation d'arbres et d'arbustes est réalisée dès la première année d'exploitation [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'une haie a bien été plantée en limite de voie communale (VC12) au Sud.
Type de suites proposées : sans suite

N° 5 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Article 17 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors de ces heures ouvrées, cet accès est interdit et fermé par une barrière cadénassée. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les abords immédiats des fronts de taille sont clôturés. Pour limiter le dépôt de déchets sauvages sur le site, une clôture est mise en place en plus des merlons sur la périphérie longeant des chemins
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'accès au site est interdit par une barrière cadénassée, et que le site est clôturé sur la périphérie longeant les chemins (secteurs sud-ouest et sud-est).
Type de suites proposées : sans suite

N° 6 : Registres et plans

Référence réglementaire : Article 19 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés à minima :- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- Les bords de fouille, - Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- Les zones remises en état,- La position des ouvrages visés à l'article 18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : L'exploitant présente son plan d'exploitation, dans sa version du 15 décembre 2021, qui fait apparaître l'ensemble des éléments demandés.
Type de suites proposées : sans suite

N° 7 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière

Référence réglementaire : Article 20 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.[...]Le plan de gestion des déchets est mis à jour au moins tous les 5 ans et, le cas échéant, en cas de modifications substantielles de l'exploitation ou des déchets déposés. En tout état de cause, toute modification doit être notifiée au Préfet.
Constats : L'exploitant présente son plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de sa carrière. Ce plan a été établi le 25 janvier 2012, et a fait l'objet de deux révisions quinquennales les 25 septembre 2017 et 20 septembre 2022.
Type de suites proposées : sans suite

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Article 9-2 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un réseau piézométrique est installé en amont et en aval hydraulique (2 piézomètres en amont et 2 piézomètres en aval). Les niveaux d'eau sont relevés tous les 6 mois durant l'exploitation. Les paramètres à analyser semestriellement sont : le taux d'oxygène, la conductivité, le pH, la température, les MEST, les hydrocarbures totaux, la DCO, la DBO5 et les nitrates
Constats : L'exploitant présente les résultats d'analyses des prélèvements effectués sur son réseau piézométrique en 2021 et 2022. Les ouvrages sont bien purgés avant tout prélèvement. Ces rapports ne mentionnent pas la situation hydraulique des ouvrages (amont ou aval), et montrent que les paramètres nitrates et demande biologique en oxygène au bout de 5 jours (DBO ₅) ne sont pas analysés. Comparativement à celles retrouvées sur les autres ouvrages, des concentrations importantes pour le paramètre matières en suspension (MES) sont retrouvées au niveau du Pz1 (jusqu'à 3490 mg/l lors du prélèvement du 30 mars 2022), probablement liées à sa position. Le rapport relatif aux prélèvements effectué le 23 mars 2021 mentionne une dégradation du Pz1. Ce même rapport mentionne la présence d'hydrocarbures totaux au niveau de Pz2, qui n'ont pas été retrouvés lors des campagnes suivantes. L'exploitant intégrera les paramètres nitrates et DBO ₅ lors des prochaines campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines. Les prochains rapports relatifs à ces campagnes devront

intégrer, si nécessaire, des commentaires des résultats obtenus et faire figurer le sens d'écoulement des eaux souterraines. L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées les réparations effectuées sur Pz1.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure

N° 9 : Bruits

Référence réglementaire : Article 26-1 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : IV- Un contrôle des niveaux sonores sera effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès le début des activités d'extraction, et ensuite chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.
Constats : Les campagnes de mesures de bruit, réalisées en 2014 et 2016, n'ont pas mis en évidence de dépassements des valeurs limites d'émergence ou de niveau de bruit en limite de propriété. L'exploitant présente une commande signée pour la réalisation d'une campagne de mesures de bruit en 2023.
Type de suites proposées : sans suite